

Algérie, les mémoires blessées de la guerre d'indépendance

Épisode 1/3

https://www.lemonde.fr/international/article/2026/06/07/en-algerie-les-tortures-des-militaires-francais-lors-de-la-guerre-hantent-encore-les-esprits-la-france-nous-a-tous-trop-fait-souffrir_6699153_3210.html

1- En Algérie, les tortures des militaires français lors de la guerre hantent encore les esprits : « La France nous a tous trop fait souffrir »

Par [Florence Beaugé](#) (Alger, Batna, Constantine [Algérie], envoyée spéciale) Publié le 07 juin 2026 à 19h00, modifié à 09h42

Récit« Les mémoires blessées de la guerre d'indépendance » (1/3). Des rescapés des exactions de l'armée française lors du conflit pour la libération de l'ancienne colonie retracent leur histoire et celle de leurs proches, et se montrent résignés ou répugnent à l'idée d'une réconciliation avec la France.

Loin de se combler, le fossé s'est creusé des deux côtés de la Méditerranée depuis [le brusque réveil de mémoire](#) sur la guerre d'Algérie, au début des années 2000. [Les crises à répétition qui secouent Alger et Paris](#) depuis 2024 alimentent rancœur et incompréhension en Algérie et ne laissent pas entrevoir de réconciliation durable. Florence Beaugé, journaliste qui a couvert l'Algérie pour Le Monde entre 2000 et 2010, est retournée dans le pays et nous décrit, dans une série en trois volets, l'étendue de cette incompréhension et de cette douleur.

Elle avait trois rêves : mourir un 1^{er} novembre, jour anniversaire du déclenchement de la guerre de libération de l'Algérie ; être enterrée près d'une ruelle « afin d'entendre bavarder les gens qui passent » ; et que l'on vienne un jour sur sa tombe lui dire tout bas : « Baya, tu as gagné ! Le monde entier sait enfin ce qu'ont enduré les femmes algériennes pendant les sept années de guerre contre l'armée française. »

De ces trois vœux, seuls les deux premiers ont été exaucés. Baya Laribi, dite « Baya la Noire » en raison de la couleur de sa peau, est morte d'une crise cardiaque le 1^{er} novembre 2017, à l'âge de 81 ans. Elle repose aujourd'hui dans le cimetière de Boufarik, une localité de la Mitidja, située à une trentaine de kilomètres d'Alger.

Les habitants se plaisent dans cette jolie petite ville datant de l'époque coloniale et le disent. Pas de barres d'immeubles en béton. Des façades embellies. Peu de paraboles aux fenêtres. Des arbres et de la verdure. Des nids de cigogne en quantité. Ici aussi, comme à Alger et ailleurs, l'effort de végétalisation entrepris ces dernières années est perceptible. En ce vendredi, jour de week-end musulman, l'atmosphère est détendue, et le cimetière Ben Dris se transforme en lieu de promenade familiale. Tandis que résonne le chant du muezzin, grands-mères en hidjab noir et petites filles en survêtement rose déambulent gaiement entre les tombes. Celle de Baya se situe le long d'une allée, comme elle l'avait souhaité.

Infirmière de formation, elle a 19 ans quand elle monte au maquis pour soigner ses « frères » de l'Armée de libération nationale. Un jour de décembre 1957, elle est capturée par l'armée française avec deux autres infirmières dans l'Est algérien. Toutes trois sont en train de convoyer des maquisards blessés vers la Tunisie, à dos d'âne et sur des civières. Le petit groupe est escorté par trois moudjahidine (combattants) armés. Un échange de tirs a lieu. Un militaire français est tué. Les représailles sont immédiates.

Les captifs sont séparés, les hommes d'un côté, les femmes de l'autre. Les treize blessés et combattants sont allongés côte à côte, à même le sol. Vivants. Un véhicule blindé de l'armée roule alors sur les corps étendus. Baya et ses deux amies assistent à la scène. Ce crime de guerre a été commis dans la plaine de Meskiana, le jeudi 12 décembre 1957 par le 2^e escadron du 16^e régiment de dragons. L'historien Christophe Lafaye a pu reconstituer la scène et confirmer les propos de Baya Laribi en fouillant les archives militaires à Vincennes. Version officielle : les treize prisonniers sont morts « *dans le feu de l'action* ».

Baya, quant à elle, sera ramenée à Alger et passera d'un centre de détention à un autre, [torturée et violée à de nombreuses reprises](#), notamment au palais Klein, un centre d'interrogatoires aussi connu que l'école Sarrouy et la villa Sésini, ainsi qu'au siège de la 10^e division parachutiste. « *Ils écrasaient leurs cigarettes sur son corps. Son dos en a toujours porté les traces, elle était le cendrier de ses bourreaux* », lâche, désabusée, sa sœur, Fatma Laribi. Avant de mourir, Baya avait-elle pardonné à la France ses souffrances passées ? « *Jamais ! Elle était pleine de bonté, pourtant. A Boufarik, tout le monde l'aimait. Mais la France l'a traumatisée à vie et nous a tous trop fait souffrir !* » répond sa sœur.

Lui aussi venu faire un tour au cimetière Ben Dris, Karim, 40 ans, soutient que dans sa génération, « *il y a moins de rancœur* » que dans celle de ses parents. Il tient pourtant des propos d'une amertume sans fond : « *La France n'a jamais rien réussi, ni sa colonisation ni son immigration. Elle ne sait pas se comporter avec les étrangers, ni chez eux, ni chez elle, assène-t-il. En fin de compte, c'est sa punition mais c'est aussi ma consolation !* » Espère-t-il une reconnaissance solennelle de la part de la France des exactions commises, accompagnée d'excuses ? « *Oui, ça aiderait, mais jusqu'où sera-t-elle prête à avouer tous ses crimes et ses mensonges ?* », demande-t-il, avant de citer le cas de deux de ses oncles exécutés par l'armée française, trois mois avant la date officielle de leur condamnation par un tribunal militaire. Sait-il au moins que la France a accompli quelques pas, ces dernières années, en matière de mémoire et de responsabilité ? « *Je me souviens que Macron a fait un geste pour [Maurice Audin](#) [mathématicien français].* » Et pour [l'avocat Ali](#)

[Boumendjel](#) ? Et [le dirigeant du FLN Larbi Ben M'Hidi](#) ? « Non, je ne suis pas au courant », dit-il, avant de lâcher : « *Macron, c'est pas ça. Chirac, c'était mieux !* »

A 400 kilomètres de là, Selim Ben Amira revient pour la première fois sur le lieu de ses supplices, la ferme Ameziane de Constantine. En mars 1958, ce jeune apprenti tôlier a 15 ans lorsqu'il est pris dans une rafle menée par l'armée française. Un voisin soupçonné de collaboration vient d'être assassiné. Selim Ben Amira n'y est pour rien, mais il a assisté à la scène. Pendant deux semaines, l'adolescent va subir toutes sortes de tortures, [à l'eau et à l'électricité, notamment](#). Les autres, il préfère ne pas en parler.

Pour affronter l'épreuve d'aujourd'hui, Selim Ben Amira est accompagné d'un ami, ancien membre de l'Armée de libération nationale, Mohamed El Babori, qui lui sert de traducteur. « *C'est dans une baignoire comme celle-là, mais bien plus grande, que j'ai été plongé pendant mes interrogatoires. L'eau était emplie – excusez-moi de vous le dire – d'urine et d'excréments* », dit-il soudain d'une voix blanche en désignant une cuve en ciment, à l'écart, au milieu des herbes folles. Tout en continuant sa tournée de la ferme, sous le chant presque incongru des oiseaux, Selim Ben Amira se souvient : « *On était une centaine de prisonniers de tous âges. Il y avait des jeunes comme moi, mais aussi des vieillards. Et des femmes.* » Il s'arrête et reprend : « *C'était vraiment terrible pour les femmes. Terrible...* »

Les geôliers opéraient un tri avant d'interroger les détenus. La salle 5, c'était la pire, « *pour ceux qui étaient dits "irrécupérables"* ». La 4 était destinée à ceux qui pouvaient espérer une éventuelle libération. Dans telle autre pièce, située un peu en contrebas, on entassait les prisonniers à 20 ou plus et on ouvrait en grand un tuyau d'eau froide. Les captifs passaient ainsi la nuit à moitié immergés, par des températures parfois glaciales... Ici, dans ce bâtiment délabré, et là-bas, au bout de l'allée caillouteuse, se trouvaient des niches à chiens. On y enfermait un ou plusieurs détenus, attachés avec une laisse ou une chaîne autour du cou, des heures, parfois des jours durant...

A l'intérieur de la bâtisse, on distingue encore de gros trous dans les murs. « *On y glissait des barres de fer au-dessus des baignoires. Nous étions attachés dessus, genoux pliés, comme des poulets sur une broche. A chaque fois que la barre tournait, notre tête plongeait dans l'eau. Si on levait un doigt, ils arrêtaient la noyade.* » Selim Ben Amira poursuit son récit, la voix étranglée : « *Là-bas [à une centaine de mètres], se trouvait la carrière de Chettaba. C'est là qu'on exécutait les irrécupérables.* »

Lui et son ami attendent-ils quelque chose de la France aujourd'hui ? « *Qu'elle nous respecte ! Autrefois, nous étions des "indigènes" et des "autochtones" ! Aujourd'hui, on continue de nous traiter de "fellaghas" [combattants]. Mais nous étions des résistants, comme les Français l'étaient sous l'occupation allemande* », répondent-ils d'une même voix. Des excuses aideraient-elles à cautériser les plaies ? L'un et l'autre haussent les épaules, sceptiques. « *Pourquoi pas, mais en France, on va encore prétendre qu'on a réclamé une repentance*, soupire Mohamed El Babori. *Nous n'avons jamais demandé ça. Des excuses n'ont rien à voir avec une repentance.* »

Bombes humaines

Louhal Moussa, 82 ans, Frik Mohamed, 88 ans, et Fodhil Salah, 89 ans, sont des rescapés de la grotte d'Ouchetouh. Le 22 mars 1959, l'armée française opère un ratissage dans les environs d'Aïn

Tinibaouine, une localité située à une quarantaine de kilomètres de Batna, à l'est d'Alger, en plein massif des Aurès. Pris de panique, redoutant de nouveaux bombardements au napalm, les villageois se précipitent dans cette grotte. Voilà des années qu'elle sert de cache aux maquisards. Un centre de soins y a été installé, de même que des machines à coudre pour confectionner des uniformes aux combattants de l'Armée de libération nationale.

L'armée française, elle, ne connaît pas ce refuge difficile d'accès, situé dans un profond canyon. Repérée par avion, la grotte va être assiégée pendant vingt-quatre heures. Les militaires ont pris soin de s'équiper de masques à gaz. Dans un premier temps, des grenades sont lancées. Mais la cache souterraine est longue de plusieurs cavités reliées entre elles par des galeries. Des chandelles de gaz sont alors lancées à l'intérieur, libérant « *des fumées noires, bleues et blanches* ». Les plus âgés et les plus fragiles des villageois meurent aussitôt. Les plus jeunes résistent en protégeant leur visage avec des chiffons imbibés d'urine.

Deux d'entre eux, El Abassi Messaoud et Mezghich Messaoud, sortent de la grotte en rampant. Ils sont immédiatement attrapés. Les soldats leur donnent l'ordre de retourner sur leurs pas et de convaincre les réfugiés de sortir. « *Vous aurez tous la vie sauve* », leur promet-on. Sur leurs épaules, des sacs à dos chargés d'explosifs leur sont attachés, reliés aux militaires français par des fils. Il est environ 14 heures. El Abassi Messaoud et Mezguich Messaoud crient en approchant de leurs compagnons. Ils savent ce qui les attend : on les a transformés en bombes humaines. A peine ont-ils pénétré dans la grotte que les charges explosives sont actionnées à distance, ajoutant au massacre. Parmi les victimes, le père et les deux frères de Fodhil Sarah. Tous sont « *enflés, comme gorgés d'eau, et tout bleu* ».

Bilan : 118 morts, des civils en grande majorité. Asphyxiés ou tués par l'explosion. Au cours de la nuit, certains reprendront connaissance et réussiront à se glisser hors de la grotte par un interstice. L'un de ces trois rescapés se souvient avoir entendu un militaire dire tout haut à ses copains : « *Laissez-les, de toute façon, ils vont mourir. Ce gaz ne pardonne pas.* »

Quel regard portent-ils sur la France aujourd'hui ? « *Le temps est passé, nous avons obtenu notre liberté. Maintenant, chacun fait sa route, je n'ai que cela à dire* », lâche Fodhil Sarah. « *Je ne veux plus entendre parler de la France. Ni même boire de son eau ! C'est trop tard pour un pardon* », assène Louhal Moussa, tout en tentant d'atténuer ses propos par un large sourire. Frick Mohamed, quant à lui, est amer. Ni lui ni aucun des survivants de la grotte n'a reçu le titre d'ancien combattant du côté algérien, encore moins de pension. « *On a fait notre devoir, mais on n'a pas eu droit à la moindre reconnaissance* », soulignent-ils. Et du côté français, c'est le silence. S'il n'y avait pas eu, en 2025, [le film documentaire](#) de Claire Billet et Christophe Lafaye, *Algérie, sections armes spéciales*, qui, dans le grand public, saurait aujourd'hui que la France a utilisé à grande échelle des armes chimiques en Algérie ? Des armes pourtant interdites par la convention de Genève, qu'elle avait ratifiée.

https://www.lemonde.fr/international/article/2026/06/08/en-algerie-l-inlassable-attente-d-une-relation-apaisee-avec-la-france-pour-mes-enfants-je-veux-qu-on-se-reconcilie-et-qu-on-tourne-la-page_6699636_3210.html

2- En Algérie, l'inlassable attente d'une relation apaisée avec la France : « Pour mes enfants, je veux qu'on se réconcilie et qu'on tourne la page »

Par [Florence Beaugé](#) (Alger, Batna, Constantine [Algérie], envoyée spéciale) Publié hier à 19h00, modifié à 04h47

Récit« Les mémoires blessées de la guerre d'indépendance » (2/3). Le traumatisme de l'indépendance demeure ancré en Algérie et même chez la diaspora française, du côté des combattants indépendantistes comme des appelés. Derrière l'attente d'une reconnaissance des crimes coloniaux et des excuses formelles, plus que de la « diplomatie transactionnelle ».

Loin de se combler, le fossé s'est creusé des deux côtés de la Méditerranée depuis [le brusque réveil de mémoire](#) sur la guerre d'Algérie, au début des années 2000. [Les crises à répétition qui secouent Alger et Paris](#) depuis 2024 alimentent rancœur et incompréhension en Algérie et ne laissent pas entrevoir de réconciliation durable. Florence Beaugé, journaliste qui a couvert l'Algérie pour Le Monde entre 2000 et 2010, est retournée dans le pays et nous décrit, dans une série en trois volets, l'étendue de cette incompréhension et de cette douleur.

« Les Algériens ne comprennent que le langage de la force ! » Ce paradigme fait tristement sourire en Algérie. On y voit une insulte et une vieille antienne. Déjà, en débarquant à Alger en 1830, dans le cadre de la guerre de conquête, le général Bertrand Clauzel tenait ces propos mot pour mot. En 2022, c'est au tour de Xavier Driencourt, ancien ambassadeur de France à Alger, de déclarer : « Les Algériens ne comprennent que le rapport de force. » Nombre de responsables politiques français – et de journalistes – lui emboîtent le pas. Le plus virulent est l'ancien ministre de l'intérieur (2024-2025) et actuel président du parti Les Républicains, Bruno Retailleau, [qui prône la « ligne forte » à l'égard d'Alger](#) et affirme que « rien ne donne à l'Algérie le droit d'humilier la France ». De telles phrases stupéfient et consternent en Algérie. « Comment les Français peuvent-ils si mal nous connaître ? Il suffit de nous dire ça pour qu'on se bute et que tout dialogue devienne

impossible », observe-t-on partout. Il suffit de cela pour ranimer les douleurs, surtout. En particulier lorsqu'elles remontent à l'enfance...

Tassadit Yacine a 6 ans quand elle assiste aux tortures infligées à son oncle par l'armée française, en Kabylie. On est en avril 1956. Deux mois plus tôt, son père a été torturé et exécuté par les forces coloniales. Pour celle qui deviendra anthropologue, longtemps directrice d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales de Paris, cette scène primitive a été si importante qu'elle a « *structuré [sa] vie* ». Sans l'avoir jamais pensé de façon consciente, « *[son] travail porte sur les mécanismes de domination* ».

Tassadit Yacine vit aujourd'hui entre l'Algérie et la France. Elle qui pensait s'être remise de ce traumatisme d'enfance s'est soudainement retrouvée « *ramenée en arrière* », après le 7 octobre 2023 : la situation à Gaza l'a plongée dans une profonde dépression. « *Je pleurais l'injustice, la haine, le rejet des rapports de force. Comme si la guerre d'Algérie n'était pas derrière moi. Comme si elle menaçait de faire irruption dans nos vies.* » Pour beaucoup d'Algériens, l'enclave palestinienne est devenue un laboratoire permettant de relire l'histoire coloniale, notamment algérienne. Dans l'anéantissement de Gaza, ils voient le « *condensé dans l'espace et le temps des cent trente-deux ans de colonisation de leur pays. Un récit accéléré porté à son paroxysme* », selon les termes de l'historien Hosni Kitouni.

Les ravages du non-dit

C'est avec cette même sourde angoisse que Zineb Kobbi, journaliste, a traversé l'existence. Elle fait partie de la génération née pendant la guerre d'indépendance, celle dont « *les blessures de l'âme sont restées enfouies* ». Ni elle ni ses amies d'enfance n'ont jamais partagé leurs souvenirs, pas plus qu'avec leurs parents. « *Leurs histoires demeuraient enveloppées de silence, comme si une forme de pudeur collective – ou peut-être une nécessité vitale – nous avait imposé de tirer un voile sur les horreurs du passé, afin de continuer à avancer* », analyse-t-elle.

Le temps a filé, mais « *cette enfant demeure en moi* », dit-elle. Tout ce qui touche à la France « *continue de susciter des sentiments mêlés* ». Et elle ne peut s'empêcher de penser que les Algériens, en se libérant au prix fort, « *ont aussi libéré cette France-là d'une histoire peu glorieuse* ». En entendant les discours de la droite et de l'extrême droite françaises, qui nient ou relativisent la « *barbarie de l'ordre colonial* », Zineb Kobbi en vient à se demander « *si ce ne serait pas la France qui aurait besoin de présenter des excuses à l'Algérie, pour son propre chemin de guérison...* ».

Karima Hamdan, la fille de la combattante algérienne Louisette Ighilahriz, a souffert toute sa vie du traumatisme infligé à sa mère en 1957 par les parachutistes français. « *Je n'ai pas eu une maman "normale". A chaque fois que je demandais à mon père : "Mais qu'est-ce qu'elle a ? Qu'est-ce qui lui est arrivé pendant la guerre de libération ?", il me répondait : "Elle a beaucoup souffert. Tu ne peux pas comprendre."* » Il a fallu les [révélation du Monde, en juin 2000](#), pour qu'elle prenne conscience de la nature des souffrances de sa mère, celles qui peuplaient ses nuits de cauchemars. « *Pour mes enfants, je veux que la France et l'Algérie se réconcilient et qu'on tourne la page. Il n'y a pas un jour de ma jeunesse où je n'ai entendu le mot "guerre" à la maison. Ça suffit ! La*

deuxième génération a payé. La troisième doit s'en sortir. Sans compter qu'elle a déjà traversé l'épreuve de la ["décennie noire" \[1992-2002\]](#). »

Pour Daho Djerbal, la guerre civile des années 1990 est un héritage des violences de la guerre coloniale. Un point commun au moins : les ravages du non-dit. Voilà des décennies que cet historien, fondateur et directeur de la revue *Naqd*, travaille avec des psychiatres sur la mémoire traumatique, comme l'ont fait avant lui Alice Cherki et Frantz Fanon, notamment. Le même processus se répète chaque fois, remarque-t-il : l'agression ; les victimes ; les témoins directs ; la « *silenciation* » d'une trentaine d'années. Puis, comme si la mémoire « *sautait à pieds joints* » par-dessus une génération, le réveil douloureux, souvent violent, à la génération d'après. Au point qu'en Algérie il arrive que les deux guerres se mélangent dans les esprits. Ainsi, le cas de cette femme âgée, conduite à l'hôpital de Blida, à la fin des années 1990, après avoir assisté au massacre de sa famille par des islamistes armés. Ses premiers mots au médecin qui l'interrogeait : « *Les parachutistes français, les paras, les paras...* »

La France n'est pas à l'abri d'explosions de violences héritées des non-dits de la guerre d'Algérie, en particulier dans les banlieues, avertit Daho Djerbal. Les affrontements avec la police relèvent du même phénomène. Tout ce qui n'est pas verbalisé revient d'une manière « *obsessionnelle et compulsive* ». On répète le geste, comme une « *sorte d'exorcisme* ». D'individuel, le trauma peut devenir collectif et « *passer au stade pathologique* ». « *Dans chaque demeure en France, il y a un récit enfermé dans un placard, au sens propre comme au figuré...* », souligne-t-il encore, en montrant le journal de bord d'un ancien appelé de la guerre d'Algérie, André Pasquier.

Rangeant les affaires de son père après son décès, Florence Milhade est tombée sur ce carnet par hasard en 2019 et l'a rapporté à Alger. Il s'agit d'un témoignage bouleversant sur les exactions de l'armée française. Tout y est, mais en langage codé. Chaque atrocité est signalée par un cercle. André Pasquier n'avait jamais parlé de cet épisode de sa vie à sa famille. « *Comment voulez-vous qu'un tel effet traumatique "silencié" ne ressorte pas un jour, non pas tant chez les acteurs et les témoins directs que leurs enfants et petits-enfants ?* », s'interroge Daho Djerbal.

Sur [la stratégie des « petits pas »](#) d'Emmanuel Macron, les avis sont très réservés en Algérie. Au mieux, l'indifférence prévaut. Reconnue par l'Elysée le 1^{er} novembre 2024, la [responsabilité de l'armée française dans l'assassinat de Larbi Ben M'Hidi](#), le 3 mars 1957, n'a pas convaincu. Elle a même froissé. Jusque-là, la thèse officielle voulait que le jeune chef nationaliste, le « Jean Moulin algérien » comme on l'appelle, se soit suicidé. Intervenant vingt-trois ans après [les aveux du général Paul Aussaresses dans Le Monde concernant le recours à la torture](#), puis dans ses Mémoires, et surtout quelques jours après la reconnaissance par la France de la « *marocanité* » du Sahara occidental, le geste de l'Elysée a été ressenti par beaucoup comme un os à ronger, pour se faire pardonner le rapprochement avec Rabat.

« *Trop peu, trop tard.* » C'est ainsi qu'est souvent résumée la politique de réconciliation menée par Emmanuel Macron. Dans les concessions qui sont faites par l'Elysée, beaucoup voient des aumônes ou des calculs, variables selon les besoins de la diplomatie du moment. Un petit pas tous les deux ou trois ans, mais jamais le geste attendu : une reconnaissance solennelle des crimes coloniaux, des excuses formelles et l'accès aux archives. « *Quand Macron a parlé de [la colonisation comme un crime contre l'humanité](#) [en 2017, alors qu'il était candidat à la présidence de la République], on y*

a cru. Mais il a donné un espoir, puis laissé mijoter cette douleur, au lieu de l'extirper d'un coup et que l'on passe à autre chose. Je n'en peux plus de cette brûlure », confesse Louissette Ighilahriz au Monde.

« Instrumentalisation de l'histoire »

Pour le sociologue Nacer Djabi, Emmanuel Macron a peut-être « *mal évalué* » le président Abdelmadjid Tebboune. « *Il n'en a vu que le côté affable, gentil, sans mesurer que son pouvoir a des limites.* » Mais surtout, au lieu d'élargir sa [politique mémorielle](#) et d'y associer la société civile, le président français l'a réduite en un tête-à-tête entre chefs d'Etat. Ce faisant, il a joué un « *mauvais tour* » aux Algériens et aux Français. « *Cette question mémorielle doit être réglée sans traîner, afin qu'elle appartienne enfin au passé* », estime le chercheur.

Loin d'apaiser les esprits, le communiqué de l'Elysée, le 8 mai, de même que [la visite à Sétif d'Alice Rufo](#), ministre déléguée aux armées et aux anciens combattants, en compagnie de l'ambassadeur de France, Stéphane Romatet, pour y commémorer les « *événements tragiques qui y ont eu lieu le 8 mai 1945* », en a exaspéré plus d'un. L'historien Hosni Kitouni n'a pas vu dans cette démarche la preuve de la « *lucidité avec laquelle la France regarde l'histoire* », comme l'affirme le communiqué de l'Elysée, mais une nouvelle « *instrumentalisation de l'histoire et de la mémoire* ».

Une fois de plus, on parle de « *répression* » et non de massacres, pourtant largement documentés, relève-t-il. « *Pas un mot pour qualifier juridiquement les faits.* » Pas d'excuses explicites ni de « *gestes de réparation engageant la France* ». Bref, l'initiative annoncée par la présidence française « *n'apporte rien de nouveau sur la question mémorielle* ». A ses yeux, la stratégie d'Emmanuel Macron est toujours la même : « *Faire un geste de la main droite et demander compensation de la main gauche* », en utilisant la mémoire coloniale comme levier diplomatique.

Même colère sourde de l'historien Nouredine Amara, pour qui le communiqué de l'Elysée est « *irritant* » et même « *scandaleux* ». Dans la mesure où les mots employés se réfèrent à la libération du journaliste français Christophe Gleizes – emprisonné depuis un an –, ils révèlent la « *diplomatie transactionnelle* » de l'Etat français « *et la manière dont beaucoup, à Alger, s'y adossent malheureusement* », déplore-t-il. « *Notre mémoire doit être "hors contrat", je l'ai toujours dit et écrit. Visiblement, ce n'est pas le cas* », ajoute-t-il.

L'ancien ministre de la communication algérien Abdelaziz Rahabi fait la même analyse et dénonce quant à lui l'« *opportunisme diplomatique* » d'Emmanuel Macron. Pour lui, cette politique du donnant-donnant mêlant des mémoires antagoniques, « *celle des victimes et celle des bourreaux* », sert à alimenter le débat autour de l'élection présidentielle française de 2027, non à améliorer les relations entre Paris et Alger. Il y voit surtout la « *voie la plus courte* » pour rendre cycliques les crises entre les deux pays.

https://www.lemonde.fr/international/article/2026/06/09/en-algerie-le-voile-de-la-colonisation-obscurcit-toujours-les-relations-les-francais-croient-nous-connaître-mais-ils-se-trompent_6700204_3210.html

3- En Algérie, le voile de la colonisation obscurcit toujours les relations : « Les Français croient nous connaître, mais ils se trompent »

Par [Florence Beaugé](#) (Alger, Batna, Constantine [Algérie], envoyée spéciale) Publié aujourd'hui à 19h00

Récit« Les mémoires blessées de la guerre d'indépendance » (3/3). Les traumatismes demeurent chez les survivants et les descendants des victimes de la guerre. Des blessures associées à un sentiment de perte d'identité et de dignité face à un regard français qui reste, selon certains, négatif, paternaliste et supérieur.

Loin de se combler, le fossé s'est creusé des deux côtés de la Méditerranée depuis [le brusque réveil de mémoire](#) sur la guerre d'Algérie, au début des années 2000. [Les crises à répétition qui secouent Alger et Paris](#) depuis 2024 alimentent rancœur et incompréhension en Algérie et ne laissent pas entrevoir de réconciliation durable. Florence Beaugé, journaliste qui a couvert l'Algérie pour Le Monde entre 2000 et 2010, est retournée dans le pays et nous décrit, dans une série en trois volets, l'étendue de cette incompréhension et de cette douleur.

Dans la société algérienne, le ressentiment envers la France est infiniment plus grand qu'il y a vingt ans. Il ne s'agit pas de haine, loin de là, mais d'une amertume profonde et, de toute évidence, croissante. Le cardinal Jean-Paul Vesco, archevêque d'Alger, a mis des années pour identifier « *ce mal-être, cette souffrance, cette difficulté à exister* » qu'il a perçus chez ses interlocuteurs algériens.

Originaire de Lyon, où il est né en 1962, cet ancien avocat d'affaires devenu dominicain pose les pieds en Algérie pour la première fois en 2002. Il va passer huit ans à Tlemcen, neuf ans à Oran, avant de s'établir à Alger en 2021. D'emblée, Jean-Paul Vesco sent « *quelque chose qui cloche, et que l'on tait* ». Quand les Algériens se retrouvent, « *ils parlent d'eux pour se dénigrer en permanence*, relève-t-il. *Une blessure est là. On n'en prend la mesure que dans le temps long d'une relation d'amitié* ».

Le parallèle avec la question des violences sexuelles dans l'Eglise catholique a fini par lui sauter aux yeux, comme une évidence. La conviction de M^{gr} Vesco est désormais qu'il y a entre la France, ancienne puissance coloniale, et l'Algérie « *un rapport non réglé d'abuseur à abusé* ». Cent trente-deux ans de colonisation ont laissé, souligne-t-il, une blessure « *extrêmement profonde* » dans l'âme algérienne. Des millions de personnes ont été touchées. La France a-t-elle jamais essayé de mesurer

l'impact de ce « *trauma colonial* », comme le surnomme la psychanalyste et essayiste Karima Lazali ? Une personne peut avoir été abusée à l'âge de 5 ans, avoir eu un conjoint, des enfants et des petits-enfants, et se retrouver à 80 ans « *avec une vie voilée, comme une roue est voilée* », fait remarquer l'archevêque d'Alger.

Ce voile hérité de la colonisation obscurcit la mémoire et inhibe le présent. Le cas de Louissette Ighilahriz a fait tomber le mythe des simples « *dérappings* » et mis au jour la pratique d'un système institué de longue date en Algérie. En juin 2000, cette ancienne indépendantiste devient bien malgré elle un emblème [en révélant au Monde les viols qu'elle a subis](#), à l'âge de 19 ans, au poste de commandement du général Jacques Massu (1908-2002), sur les hauteurs d'Alger, à l'automne 1957. Sans le courage de cette femme, [la question des viols commis par l'armée française](#) serait restée dans les esprits pour ce qu'elle était jusque-là, et est toujours, un dommage collatéral. Regrettable mais inévitable en temps de guerre...

Les hommes, de leur côté, n'ont pas non plus été épargnés. Le supplice de la bouteille était une méthode d'interrogatoire courante dans les commissariats et les postes de gendarmerie dès le XIX^e siècle en Algérie. Si les archives militaires finissent par s'ouvrir un jour en totalité aux chercheurs, elles ne pourront rendre compte de l'étendue de ce drame : il n'y a jamais eu d'ordre de viol, encore moins d'ordre écrit. Seuls quelques journaux de bord des appelés et rappelés (plus de 1 million de jeunes Français en sept années de guerre) s'en sont fait l'écho. Restent bien sûr les témoignages oraux en Algérie. Mais le temps qui passe emporte les dernières victimes, les ultimes témoins, et continue de protéger les bourreaux, à l'abri [des lois d'amnistie décrétées en cascade par la France](#) depuis 1962. En amnistiant la peine, on a décrété l'amnésie et effacé le crime.

Soulever la chape de plomb et que les choses soient dites : tel est le « *combat existentiel* » de M^{gr} Vesco. Pour lui, la démarche s'est imposée d'elle-même au fil de ses quelque vingt années passées en Algérie. Sa double nationalité, « *100 % française et 100 % algérienne* », lui permet d'avoir un regard unique sur la population des deux pays. Pour lui, la colonisation est un viol. Celui de tout un peuple, à qui on a retiré l'identité, l'histoire, la terre et la dignité, au prix d'une domination brutale et dégradante.

« *Ça reste. On vit, mais on vit mal. Et cette souffrance peut se transmettre de génération en génération, d'autant plus que le silence imposé par l'agresseur est la règle. Quand il retrouve son ancienne victime, il ose même lui demander des comptes : "Dis-moi, qu'as-tu fait de ta vie depuis que nous nous sommes vus ?"* » Aujourd'hui encore, tout Français posant le pied en Algérie porte un regard qui juge, estime le cardinal. Un regard négatif, « *paternaliste et, somme toute, supérieur* ».

« **Profonde humiliation** »

De part et d'autre de la Méditerranée, on ne sort pas [des mémoires asymétriques](#). D'un côté, la prééminence de la civilisation occidentale. De l'autre, la prééminence de la guerre de libération. En France, un récit domine et il est insupportable aux anciens colonisés : « *Le régime algérien utilise la rente mémorielle à des fins de politique intérieure. Il a besoin de critiquer la France pour se*

pérenniser. » Autrement dit, l'opinion publique algérienne serait un jouet entre les mains du pouvoir.

« Ce que l'on ne comprend pas, en France, c'est que la colonisation a été vécue comme une profonde humiliation, celle d'être "indigénisé" sur sa propre terre et transformé en sous-homme par d'autres hommes », explique l'historien Hosni Kitouni. Ce sentiment s'est transmis de père en fils, de mère en fille, de famille en famille, au point de devenir une culture inoculée dès la naissance : *« Voilà ce qu'ont fait les Français, voilà pourquoi nous avons pris les armes, voilà pourquoi nous sommes morts et voilà pourquoi il ne faut pas oublier si nous voulons vivre libres »,* résume-t-il.

Pour le sociologue Nacer Djabi, la France a *« raté le coche »* et *« perdu la main »* sur l'Algérie, à force de ne pas la comprendre. *« Les Français croient nous connaître, mais ils se trompent. Beaucoup nous voient à travers [les écrivains Boualem] Sansal et [Kamel] Daoud. Et surtout ils sont branchés sur une Algérie qui n'existe plus »,* regrette-t-il. Sur le plan économique, les partenaires internationaux sont de plus en plus nombreux à occuper le terrain : Italiens, Espagnols, Turcs, Chinois, Qataris et même Allemands.

Il faut sortir d'Alger et aller à l'ouest, à l'est, et plus encore dans le Grand Sud, conseille-t-il, pour s'apercevoir des changements. *« Même les Américains et les Britanniques s'y prennent mieux que les Français »,* déplore-t-il. Mais à quoi donc ressemble cette Algérie nouvelle ? Difficile de le savoir en l'absence d'enquêtes d'opinion. *« La pauvreté a reculé. Les gens vivent mieux. Une classe moyenne a fait son apparition. Il y a des gens très riches et beaucoup de nouveaux riches. Soixante et un pour cent de l'emploi est désormais entre les mains du privé, ce qui constitue une forme de diversification »,* souligne Nacer Djabi.

Restent deux grandes interrogations. Combien de temps le pouvoir actuel aura-t-il la capacité de gérer la nouvelle bourgeoisie qui investit l'agriculture, l'industrie et les services ? Comment réagira-t-il si cette classe moyenne se pique de vouloir faire de la politique ? Pour l'instant en tout cas, le jeu politique est fermé. Depuis [le Hirak, le soulèvement populaire prodémocratie de 2019 à 2021](#), le pouvoir vit en état d'alerte. La presse arabophone autant que francophone est sous-contrôle ou s'autocensure. Les associations ont été mises au pas. La vie culturelle est limitée. Même en matière économique, il est devenu risqué de donner un avis. *« La minorité intellectuelle souffre d'un sentiment d'étouffement. La majorité de la population, elle, s'en accommode, se désintéresse de la politique et se console en faisant un retour en force vers la religion et la tradition »,* remarque, désabusé, un enseignant qui a souhaité garder l'anonymat.

Lire aussi l'enquête | Article réservé à nos abonnés [Seul\(e\) dans Alger : comment les opposants du « système » luttent pour préserver l'esprit du Hirak](#)

Lire plus tard

De la même façon qu'elles sortent en tête des classements universitaires, les femmes ont envahi l'espace public. Un foulard sur la tête, portable dans une main, cigarette dans l'autre, elles déambulent librement à Alger et dans les grandes villes et s'installent à toutes les terrasses. *« N'empêche que la bigoterie est toujours là. On fait la prière à tout bout de champ, mais on me demande plus que jamais de recoudre les hymens des futures mariées, fulmine un chirurgien. Et ce qui m'accable le plus, c'est de voir les parents accompagner les jeunes femmes à mon cabinet pour implorer ce service. »*

Ils sont nombreux ceux qui continuent de rêver d'autres cieux, de la France surtout, avec ou sans papiers. La question des harraga, [ces migrants qui prennent la mer au péril de leur vie](#) dans l'espoir de franchir la Méditerranée, est toujours d'actualité. Dans la vie courante, en particulier à l'université, le français est en net recul au profit de l'anglais, chez les jeunes surtout. Malgré cela, les listes d'attente pour le lycée international d'Alger sont toujours aussi longues. De même que les demandes de souscription pour aller étudier en France ou ailleurs, ou encore les rêves de visa et de naturalisation.

« Société hétérogène »

Même s'ils sont diplômés, beaucoup veulent s'en aller. « *On veut fuir la "mal vie", le conservatisme et l'ennui* », dit un candidat au départ, qui a souhaité rester anonyme. S'agit-il d'un phénomène marginal, au regard d'un pays de 48 millions d'habitants ? La réponse reste incertaine. « *Un voyage triomphal comme celui de Jacques Chirac en Algérie en 2003, lui qui était en faveur de l'Algérie française dans sa jeunesse [et y a fait son service militaire en 1956], serait-il encore possible aujourd'hui ? Je me pose la question. La société est trop hétérogène pour être aisément cernée* », souligne le journaliste Ihsane El Kadi, directeur du site *Maghreb émergent*.

Pour lui, il y a indiscutablement en Algérie « *un surcroît de nationalisme, de chauvinisme même, ainsi qu'un sentiment antioccidental, aggravé par le génocide à Gaza* ». L'Algérie, en tout cas, est sortie de son « *tête-à-tête avec la France* », estime-t-il. Pourtant, l'ancien pays colonisateur fonctionne toujours « *comme un refuge* », de par sa proximité, sa langue et son importante communauté algérienne. Ce n'est pas le moindre des paradoxes. « *Mes copains et moi, nous avons tous plusieurs de nos enfants en France. Moi, dont les parents ont fait la révolution algérienne, je suis grand-père d'un petit Français*, s'exclame Mourad (son prénom a été modifié), un ingénieur de 65 ans. *Cela pose toute la question de notre rapport à la France. Vais-je exiger d'elle qu'elle me demande pardon ? Je me sens schizophrène.* »

Comment sortir de l'impasse et aboutir à une réconciliation durable entre les sociétés française et algérienne ? La première étape serait la prise de conscience de la gravité du traumatisme vécu par les Algériens, estime l'archevêque d'Alger. Il faudrait autre chose que des gestes symboliques pour enfin pouvoir « *tourner la page* », comme on l'entend si souvent réclamer en France. « *Il nous faut assumer une responsabilité collective de la colonisation et de ses méfaits, même si aucun d'entre nous n'est à titre personnel responsable de l'abus d'un peuple sur un autre* », insiste-t-il. Il y va de l'intérêt de la France.

A chaque crise entre Paris et Alger, la société française se fracture un peu plus, en silence. « *Des millions de Français musulmans se sentent en insécurité dans leur propre pays. Et les Franco-Algériens sont amenés à se sentir plus algériens que français. Je le remarque de l'intérieur* », dit encore M^{gr} Vesco. Son vœu le plus cher : qu'un jour prochain, la France éprouve la « *nécessité* » de présenter « *plus que des excuses, des paroles qui viennent du cœur et ne sonnent pas creux* », pour une blessure que n'effacera pas la succession des générations.

